



LA FRANCE DES
COMMUNAUTARISMES

La fin du « vivre-ensemble »



Le modèle français, celui du « citoyen sans étiquette » qui se mélange dans un quotidien collectif, s'est abîmé. De plus en plus, le « vivre-séparé » fait loi.

Par Anne Rosencher

D rôle d'expression que ce « vivre-ensemble ». Les exégètes disent qu'elle est apparue en 1983, lors de la célèbre élection municipale de Dreux, dans l'Eure-et-Loir. La maire socialiste en avait fait, en vain, son slogan de campagne face à l'offensive du Front national, qui remporta cette année-là la première mairie de son histoire (1). C'est aussi dans cette ville que choisit de se présenter, en 1997, un humoriste « antiraciste » du nom de Dieudonné pour « faire barrage au FN » et soumettre sa candidature sous la bannière du Parti des utopistes. Trente-cinq ans après Dreux, le parti lepéniste dirige 14 villes, et fait 33 % au second tour de l'élection présidentielle. Quant à l'humoriste « antiraciste », météore burlesque de ce

précipité d'Histoire de France, il chante « Shoah-ananas » devant d'inquiétants rieurs en mal de bouc émissaire pour faire la nique au « lobby juif ».

C'est peu dire que quelque chose a mal tourné dans cette affaire de vivre-ensemble. Quelque chose du projet si propre à la France, celui du « citoyen sans étiquette » – l'expression est de Régis Debray –, qui se mêle et se fond dans un quotidien collectif sans frontières culturelles ou religieuses, s'est abîmé. Notre modèle, incompris partout ailleurs, où l'on mettait un point d'honneur à vivre dans les mêmes immeubles, fréquenter le même bistrot, la même école, voire le même lit – quel meilleur indicateur que le taux de mariages mixtes, dont l'insolente performance française a permis pendant des années d'en faire voir au multiculturalisme anglo-saxon? – notre modèle, disions-nous, s'est anémié, au point d'avoir complètement disparu dans certains endroits.

La responsabilité des politiques de gauche comme de droite, qui ont laissé des quartiers et des villes entières se ghettoïser sous l'effet d'une concentration des communautés, au fil des immigrations successives, la dernière vague chassant la précédente, est accablante. L'impensé démographique, ajouté au manque d'investissement dans les instruments de la République pour leur permettre de continuer de fabriquer des citoyens, abandonnant les populations locales aux discours et aux infrastructures des identitaires de toute obédience, ont conduit, dans moult endroits, à ce que François Hollande encore président nommait, dans un aveu hallucinant, « la partition du territoire » (2).

C'est cette « partition », particulièrement présente dans la France



Rupture La notion de « citoyen sans étiquette » a volé en éclats.

DEL MARTY/ALPACA/INDIA

« Dans la France d'en bas règne la coexistence plutôt que le mélange »

populaire (voir notre enquête à Sarcelles, page 36), que fouille le géographe Christophe Guilluy à longueur d'ouvrages. Il y a quelques années, des bailleurs sociaux lui ont demandé d'étudier un phénomène nouveau : la demande massive de relogement d'une petite bourgeoisie d'origine maghrébine face à l'arrivée d'une immigration subsaharienne. De ces enquêtes est née la notion d'« insécurité culturelle » – souvent utilisée à mauvais escient –, qui pousse chacun, face à une transformation de voisinage, à se retrancher dans sa « bulle », évitant au maximum les points de contact.

« Les règles du jeu changent, et, comme elles sont non dites et invisibles, cela engendre de la complexité et de l'inquiétude, auxquelles on préfère se soustraire, en déménageant et en se regroupant entre semblables. Non par xénophobie, mais parce que c'est plus simple, explique Christophe Guilluy (3). Quand on turbine huit heures comme magasinier à Auchan, on n'a pas envie de gérer l'interculturel quand on rentre le soir. On ne veut pas se poser des questions comme "Est-ce que je dois baisser les yeux ou pas?", "Est-ce que je peux draguer la sœur de mon copain ou pas?", "Est-ce que lui peut draguer la mienne?", etc. C'est hypercomplexe. Plus qu'une guerre des civilisations, je crois que les gens essaient de gérer le choc des

"bleds" : voilà ce qui se passe "en bas". » La coexistence, plutôt que le mélange. La frontière plutôt que le vivre-ensemble. C'est désormais la règle dans la France des ghettos.

Pour certains cependant, éviter les « points de contact » est devenu – plus qu'un confort – une affaire de sécurité. Dans de nombreux quartiers populaires, les Français juifs, notamment, sont menacés par l'activisme belliqueux d'une minorité islamiste prétendant imposer sa norme à la majorité silencieuse. On a déjà écrit, ici, sur l'exil intérieur que provoquait ce nouvel antisémitisme de voisinage.

La nouveauté, désormais, c'est que l'institution avoue parfois son impuissance et organise elle-même le séparatisme pour « éviter le pire ». Une sorte de capitulation, fataliste, qu'on ne saurait toutefois lui reprocher tout à fait. C'est l'histoire de Bernard Ravet (4), ce proviseur des quartiers Nord de Marseille, qui refuse à



contreœur l'inscription d'un élève juif dans son établissement public faute de pouvoir assurer sa sécurité (et lui dénicher une place dans une école confessionnelle); l'histoire de cette famille de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) à qui les policiers conseillent de déménager après qu'elle est venue porter plainte une deuxième fois pour des graffitis antisémites sur ses murs : « Ils vous ont repérés; fuyez, changez de quartier (5). »

L'histoire que Laura (6), sexagénaire parisienne, a bien voulu raconter à L'Express est également édifiante. Pendant trente-six ans, cette Française juive non pratiquante, a vécu rue Henry-Monnier, dans le très bobo IX^e arrondissement de la capitale. Ces dernières années, son appartement a été la cible de trois tentatives de cambriolage curieusement concentrées sur son seul logement. En août 2017, escortée par les restaurateurs indiens voisins, elle est même allée affronter ses cambrioleurs encore en action, lesquels lui ont balancé des insultes antisémites à la figure avant de déguerpir.

A ce point de l'histoire, la jeune femme est embêtée, révoltée, mais pas encore triste. Le crève-cœur

« Vous devriez retirer la mezouzah de votre porte. Vos ennuis cesseraient... »

arrive maintenant. « Quand la dame du cabinet d'experts est venue pour constater les dégâts, elle m'a donné ce conseil qu'elle pensait attentionné, raconte Laura : « Vous devriez retirer la mezouzah de votre porte; vos ennuis cesseraient sûrement. » La mezouzah est un petit boîtier renfermant un parchemin de bénédiction, qui s'accroche, dans la tradition juive, au montant de la porte d'entrée pour protéger les lieux.

Quand elle évoque l'épisode, Laura – qui a déménagé depuis – a encore des larmes de chagrin qui lui montent aux yeux. Laïque jusqu'au bout de ses ongles peints, elle avait accroché cette mezouzah en mémoire de son histoire familiale, par un réflexe de tradition. « Qu'on me demande de la planquer, cela m'a effondrée. » Elle se souvient de la

panique pleine de prévention de la jeune femme des assurances, quand elle a vu le visage de son interlocutrice se décomposer : « Je disais cela pour vous, ne le prenez surtout pas mal, s'est-elle justifiée. C'est juste pour que vous n'ayez plus d'ennuis. » Pour vivre ensemble, vivons cachés.

Notre société se morcelle en archipels (voir l'interview de Jérôme Fourquet, page 44) et si la partition est moins patente dans la France d'en haut, elle y trace ses discrètes lignes de démarcation en toute hypocrisie. « La réalité, c'est qu'il est facile de gérer le vivre-ensemble quand on habite dans des endroits où le multiculturalisme possède des frontières invisibles, décrypte encore Christophe Guilluy. Beaucoup pratiquent la séparation de fait, en s'extrayant des contraintes de la carte scolaire. Par piston, ou par le recours aux "trucs et astuces" pour initiés, comme l'inscription dans une filière internationale ou le choix d'une langue rare. Bref, les bobos ont tous les outils pour vivre la mixité. Le multiculturalisme à 10 000 euros par mois, ça n'est pas la même chose que le multiculturalisme à 1 000 euros par mois. Or c'est vraiment ce qui divise le ressenti français aujourd'hui : la capacité, ou non, de gérer le multiculturalisme qui existe de facto dans notre pays. »

Voilà bien une question que l'on devrait urgemment prendre de front, sans outrances, avant que ces dernières ne se fraient leur chemin de fracas jusque dans les urnes. Ou jusque dans les rues. **A. R.**

(1) Comme lu, notamment, dans le dernier roman d'Emilie Frèche, intitulé... Vivre ensemble (Ed. Stock)

(2) Un président ne devrait pas dire ça, par Gérard Davet et Fabrice Lhomme (Ed. Stock).

(3) Entretien à L'Express du 14 novembre 2017 : « Macron ne s'en sortira pas avec les seuls winners ».

(4) Lire Principal de collègue ou imam de la République (Ed. Kero).

(5) Témoignage recueilli dans un reportage de l'émission C dans l'air du 29 mars 2018.

(6) Le prénom a été changé à la demande de l'interviewée.

Complexité « Quand on turbine comme magasinier à Auchan, on n'a pas envie de gérer l'interculturel le soir. » Ici, un immeuble de Sarcelles.



C. FIMALI